

Lörrach / Conseil consultatif de l'Eurodistrict

## Des résolutions pour l'environnement

■ **Les questions d'environnement et de développement durable ont été à l'ordre du jour de la dernière réunion du Conseil consultatif de l'Eurodistrict Trinationnel de Bâle (ETB).**

Réuni sous la présidence allemande d'Ulrich Lüsche à Lörrach, le Conseil consultatif de l'ETB a approuvé les résolutions présentées par les délégations allemande et suisse et concernant des problèmes d'environnement et de développement durable, dans l'espace géographique de l'Eurodistrict, ainsi que dans le Rhin supérieur.

A l'occasion de la conférence ministérielle sur le Rhin en 2001, le programme «Rhin/saumon 2020» a été approuvé. Dans ce contexte, le réseau autrefois de biotopes typiques au Rhin, ainsi que les migrations en amont

et en aval du Rhin, du lac de Constance jusqu'à la mer du Nord et celle de ses affluents, devraient être rétablis, dans le but d'améliorer l'écosystème du Rhin. Il incombe ainsi aux exploitants de centrales électriques (EdF entre Bâle et Gamsheim) d'équiper les installations de cours d'eau de contournement ou de dispositifs de franchissement pour les saumons, dont les fameuses échelles à poissons. Les exigences liées aux migrations dans le Rhin ne se limitent pas aux seuls poissons, mais concernent toutes les espèces vivant en milieu aquatique, comme les castors et les loutres.

La résolution du Conseil de l'ETB note que les passes à poissons d'Iffezheim, terminée en 2000 et de Gamsheim, commencée en 2004,

ne sont pas suffisantes et considère que la construction de nouvelles passes à poissons s'impose aux écluses du Rhin supérieur et du Haut-Rhin.

La résolution demande au Comité de l'Eurodistrict d'oeuvrer pour que la mise en pratique de la convention trinationale «Rhin/saumon 2020» progresse et qu'elle soit prise en compte dans les concessions faites aux exploitants de centrale électriques.

Le rapporteur note avec satisfaction le retour d'une espèce de saumon à Bâle (une prise a été faite par un pêcheur, le 5 octobre dernier).

### Mise en réseau des biotopes

Une autre résolution a été adoptée au sujet de la mise

en réseau des biotopes de part et d'autre du Rhin. Des zones naturelles et non construites sont déjà protégées en Petite Camargue Alsacienne. La renaturation d'anciens bras du Rhin est prévue sur l'île du Rhin, entre Village-Neuf et Märkt.

Pour créer et préserver un véritable réseau de zones écologiques et de paysages naturels interconnectés dans l'ETB, des mesures complémentaires doivent être prises dans la zone alluviale du Rhin et de la rivière Wiese en Allemagne et en Suisse: rétablir la zone des Erlenmatten en tant que zone de prés humides, étendre la renaturation de la Wiese dans la zone des Lange Erlen entre Lörrach, Riehen et Bâle, revaloriser la réserve naturelle du Krebsbachtal (Weil am Rhin), renaturer le bras mort de

Märkt, le cours inférieur de la rivière Kander depuis Eimendingen jusqu'au Rhin, revaloriser la zone naturelle protégée de la forêt alluviale de l'Ochsenkopf près d'Efringen-Kirchen, en renaturant les cours des rivières Feuerbach et Engenbach, ainsi que la zone de l'Isteiner Klotz. A cette liste non exhaustive, et sur proposition de Jean-Marie Zoelle, vice-président du Conseil, est ajoutée la partie de la Petite Camargue jusqu'à Kembs et qui porte la surface de la réserve à plus de 900 hectares.

### Insecticides, pesticides, chrysomèle...

Au printemps dernier, l'usage par les agriculteurs de la clothianidine, insecticide

utilisé pour traiter les semences de maïs, les abeilles sont mortes en masse dans la vallée du Rhin. En outre «le Conseil se montre soucieux des risques possibles pour les hommes, en particulier les agriculteurs, qui sont en contact avec ce poison du système nerveux... Pour empêcher la propagation de la chrysomèle, il faut une procédure harmonisée et coordonnée dans notre région...». C'est pourquoi le Conseil de l'ETB demande aux autorités responsables de vérifier «si les subventions appropriées peuvent permettre aux agriculteurs de pratiquer une alternance des cultures, si des distances minima peuvent être fixées entre les habitations et les cultures du maïs, si les



Le Conseil consultatif de l'ETB souhaite harmonisation et coordination pour la lutte contre la chrysomèle. (Photo DNA)

produits qui contiennent des néonicotinoïdes (par ex. clothianidine) peuvent être inter-

dit, comme déjà en Italie». Le Conseil estime que «il est urgent qu'une politique d'information transparente et offensive soit appliquée par les autorités et les fabricants de semences lors de l'utilisation de d'insecticides et de pesticides».

Le vice-président Jean-Marie Zoelle rappelle que le Conseil de l'ETB ne peut rester insensible à toutes ces questions d'environnement et de développement durable, même si les grands dossiers d'actualité sont les transports et l'union tarifaire transfrontalière, le projets IBA Bâle 2020 et la santé, ce dernier point étant d'ailleurs bien avancé entre Bâle et le sud du Pays de Bade. **B. Surgand**

# Dicke Fragezeichen

Klaus Fleck kritisiert im Eurodistrict den Entwurf des kantonalen Richtplans Basel und Metrobasel

VON UNSEREM REDAKTEUR  
MICHAEL BAAS

LÖRRACH. „Die Entwicklung der Stadt Basel hat Auswirkungen auf den ganzen Eurodistrict“, stellt Klaus Fleck fest. Deshalb sei es wichtig, die Ziele des kantonalen Richtplans im aktuellen Anhörungsverfahren auf ihre Umsetzbarkeit hin zu überprüfen, so Fleck in der Plenarversammlung des Eurodistricts dieser Tage. Hinter diese Realisierbarkeit aber setzt der Sprecher der Raumordnungskommission des Districtsrats in einigen Punkten „große Fragezeichen“, wie er in der Plenarversammlung deutlich machte.

Angesichts der steigenden Ansprüche an die Wohnqualität – von größeren bis zu besser ausgestatteten Wohnungen in einem attraktiven Umfeld – müssten im Stadtkanton beispielsweise im Schnitt rund 900 Wohnungen pro Jahr neu gebaut werden, um die aktuelle Einwohnerzahl von rund 187 000 zu halten. Bis 2025 wiederum rechnet Fleck diesen Bedarf hoch auf mehr als 15 000 Wohnungen. Solche Dimensionen aber seien innerhalb der Stadt Basel kaum realisierbar.

Damit aber sei auch das im Richtplan angestrebte Ziel, „die Bevölkerungszahl zu halten, kaum erreichbar“. Im Gegenteil. Die Lage auf dem Wohnungsmarkt werde die „Bevölkerungsentwicklung „negativ beschleunigen“, so Fleck. Im Umkehrschluss erhöhe sich der Siedlungsdruck auf die angrenzenden Regionen im Kanton Baselland, im Elsass und im Kreis Lörrach. Nicht zuletzt deshalb plädiert die Kommission für eine „trinationale Raumordnungsprognose“. Diese „brauchen wir dringend“, so Fleck. Anderenfalls sei es zum Beispiel nicht möglich, tragfähige Szenarien zum künftigen Ausbau des öffentlichen Nahverkehr zu entwickeln.

Weiter verschärft wird die Situation durch die strukturelle Entwicklung auf dem Arbeitsmarkt, auf dem sich zunehmend die Folgen des demografischen Wandels bemerkbar machen. Schon heute deutet sich ein Fachkräftemangel an und diese Lücke zwischen Angebot und Nachfrage werde noch größer werden. So gehe Metrobasel derzeit von einem Arbeitsplatzwachstum von rund 1,3 Prozent pro Jahr für die Zeit von 2006 bis 2010 aus; umgerechnet entspricht das rund 2000 zusätzlichen Arbeitsplätzen pro Jahr. Andererseits aber sinkt die Zahl der

Erwerbstätigen in Basel und steige auch im Kreis Lörrach und dem Elsass, als Basler Arbeitskräftereservoirs nur schwach. Die einzige Möglichkeit den künftigen Bedarf zu decken sei daher weitere Zuwanderung. Indes gingen schon neun Prozent des Bevölkerungswachstums in Baden-Württemberg auf den Grenzgänger bedingten Zuzug im Kreis Lörrach zurück. Künftige Zuwanderung lasse sich denn auch überhaupt nur im Kooperation mit dem Basler Umland realisieren und erfordere dort entsprechende Infrastrukturen und das heißt auch Kosten.

Kritik übte Fleck schließlich auch am „Ansatz“ von Metrobasel. Dieser sei „zu kurzfristig angelegt“ und beschönige damit die Lage. Bis 2012 sei diese zwar durchaus noch positiv darzustellen; danach aber werde es kritisch. Deshalb brauche es Prognosehorizonte bis 2025. Aber Metrobasel, das völlig unabhängig vom TEB, als eigenständiger Verein und als Initiative der Wirtschaft auftritt, „ist nur an positiven Zahlen interessiert“ so Fleck. Was den Richtplan angeht, sieht indes auch Ulrich Lusche noch Hausaufgaben: „Bei den Fakten muss nachgearbeitet werden“, befand auch der amtierende Präsident des Districtrates.